**La question politique dans l’Algérie indépendante : une mise en perspective historique**

Le bilan du demi-siècle de l’indépendance algérienne a donné lieu à une profusion d’écrits et de réflexions exprimant l’exigence pressante de mutations qualitatives dans la vie politique du pays. «  La question politique » devient une priorité absolue ! La transition « frappe à nos portes ». L’Algérie « est sommée depuis un demi-siècle de régler la lourde question de la gouvernance politique et économique »[[1]](#footnote-1). Autant de formulations de l’urgence aigue d’un changement de système politique et institutionnel devenues récurrentes ces dernières années et qui s’inscrivent dans le contexte de l’hégémonie idéologique planétaire du libéralisme. Il serait vain, en effet, d’y chercher un son de cloche alternatif à ce qui se pose, désormais, comme le modèle de référence universel «...La réalité humaine aujourd’hui, soutient l’ex-chef de file des réformateurs algériens, tend vers une convergence des modèles de gouvernance étatique, économique, sociale, culturelle et sécuritaire »[[2]](#footnote-2). Toute la  perspective politique de l’Algérie se résumerait donc à créer les conditions du passage à ce « modèle de gouvernance universel »[[3]](#footnote-3). Pour comprendre la nature des transformations que cette perspective requiert et les problèmes fondamentaux qu’elle soulève, il parait indispensable de revenir sur les caractéristiques historiques essentielles qui ont forgé le système politique algérien. « L’ouverture à l'universel, recommandaient, à juste titre, les penseurs de la guerre d’indépendance nationale, présuppose d'abord une appréhension rigoureuse de l'objet à transformer  et de prendre en compte la réalité socio historique concrète », sous peine de voir « lediscours de l'universalité tomber invariablement dans la futilité et la mystification »[[4]](#footnote-4)

**Aux origines du modèle constitutif de la Formation Étatique Nationale**

En l’absence d’héritage institutionnel précolonial, d’une tradition politique nationale incorporée dans les institutions précoloniales, le contenu politico-idéologique du projet étatique-national a puisé sa substance essentielle dans le rejet radical et intégral du colonialisme chrétien européen y compris lorsque celui-ci se manifeste comme diffuseur de modernité, une modernité vécue par les Algériens comme une « étrangeté  » agressive et déstabilisatrice.L’école, elle-même, laïque, gratuite, obligatoire, républicaine se présente à eux d’abord comme une arme de guerre dirigée contre l’islam et la langue arabe. L’islam est l’âme de la résistance aux idées, aux comportements, aux valeurs de l’occident. La langue arabe est, malgré la précarité de son statut de langue des vaincus, l’obstacle vivace au déploiement de l’implantation française et à son parachèvement. Face au déni colonial, la confrontation se déploie sur toute la ligne. L’opposition entre dominants et dominés se confond avec celle qui sépare ceux du dedans et ceux du dehors; langue, religion, statut social, valeurs culturelles et morales, lieux de sociabilité, jusqu’à la tenue vestimentaire des femmes et des hommes, tout signale la frontière entre deux espace-temps, deux mondes antagoniques, celui de la population européenne et celui de la population musulmane.

Déroulé sous le sceau d’une république laïque, née de la révolution de 1789, de la lutte contre le pouvoir absolu de droit divin et contre les privilèges de la monarchie, le déni colonial va surdéterminer l’orientation et les choix idéologiques du mouvement nationaliste algérien qui entend ainsi se démarquer principiellement des clivages philosophiques qui divisent les sociétés européennes. Parce que « la religion nationale prend rang de valeur méprisée, persécutée », l’alignement sur les valeurs politico-idéologiques propres au pays colonisateur, la laïcité par exemple, entraîne la mise à l’écart de l’arc national compris dans ses stricts contours ethnico-religieux L’opprimé n’emprunte à l’oppresseur que pour les besoins de sa cause, en veillant à ne pas s’aligner sur «  les valeurs de l’ennemi ».La modernité est assimilationniste. Le rejet de l’occidentalisation, du « taghrib », est global et dans le détail. Le colonialisme ayant, d’autre part, fermé toute issue d’évolution pacifique devant le mouvement national qui prône alors les solutions de « passage en douceur » à l’indépendance nationale, la violence et l’arrogance du régime colonial sont telles qu’elles entraînent la disqualification du politique, de la politique au profit du recours aux armes. Parce qu’elles ne subordonnaient pas la défense des intérêts socioprofessionnels des travailleurs à l’impératif suprême de la lutte armée pour l’indépendance nationale, les anciennes organisations syndicales de classe sont disqualifiées et vouées au rejet. Les idées politiques du mouvement national puisent leurs sources concurremment dans le revivalisme musulman, dans les traditions républicaines françaises et dans le marxisme mais les élites politiques coupables de s’être engluées dans un parlementarisme de type colonial, l’insurrection du 1er novembre 1954 en sonnera le glas pour longtemps. Classe politique, compromis politique, solution politique, multipartisme vont sombrer dans le discrédit populaire.

Les institutions de l’Algérie indépendantes vont en porter durablement les stigmates prolongeant une tradition autoritaire aux racines profondes et multiples: celles de la société archaïque patriarcale « aguellidienne »[[5]](#footnote-5), celle de la société musulmane pour laquelle le droit s’enracine dans le Coran et dans la tradition du prophète, celle de la société tribale précoloniale, celle du déni de droit colonial et enfin, pour couronner le tout celle empruntée à « la légalité révolutionnaire » jacobino-bolchévique. La vision du futur État national va certes varier selon les différentes sensibilités composant le mouvement national. Le fossé est grand entre la variante d’une terre d’Islam  «déportée de sa trajectoire initiale par le colonialisme missionnaire » et celle que fera prévaloir la plateforme de la Soumamm[[6]](#footnote-6) qui insiste sur « la lutte pour la reconnaissance d’un État algérien sous la forme d’une république démocratique et sociale et non de la restauration d’une monarchie et d’une théocratie révolue ». Cependant, le substrat culturel islamique du mouvement national est confirmé dans le rejet commun de la laïcité et dans la référence à l’islam religion d’État.

A l’indépendance, en 1962, se pose la tache de la transition de l’État « hérité »- né dans le contexte des besoins de l’Algérie- colonie de peuplement (état-civil, administration, services publics, normes et institutions y afférentes ...) - à l’État national souverain tel que projeté dans les textes fondamentaux de la révolution algérienne, un État qui se veut synthèse de l’Islam et de la modernité et qui ambitionne de  «  briser en terre d’Islam, le monopole de l’Occident sur la modernité ».

Les nécessités de l’heure supposent évidemment de viser d’abord l’État fonctionnel et gestionnaire dont la légitimité va reposer sur un triple fondement:

a) historique qui incarne la légitimité de l’ALN - FLN,

b) essentielle-culturelle qui restaure le « ciment identitaire» arabo-islamique

c) fonctionnelle, celle de l’État entrepreneur général du développement, émancipateur et nourricier.

Ce modèle étatique-national va se mettre en œuvre par l’entremise d’un mode de régulation et de contrôle de la société fonctionnant sur une triple instance:

- politique, dont les pivots sont :

-- l’ANP (Armée Nationale Populaire), pouvoir légitimant,

--le parti unique (et ses organisations de masse), pouvoir d’encadrement et

--l’administration centrale (et ses démembrements locaux)- pouvoir d’exécution.

- économique, qui repose sur les entreprises étatiques, foyers de l’accumulation, administrations de répartition et de redistribution de la rente pétrolière, appareils de légitimation sociale et technicienne.

- essentielle-culturelle qui instrumentalise la fonction identitaire de l’Islam pour « moraliser les masses », neutraliser les contradictions sociales et nourrir l’unanimisme national.

**L’expulsion de la politique**

La Constitution, approuvée par référendum le 8 septembre 1963, établit un régime présidentiel, avec un parti unique, le FLN. Sur la base d’un choix décidé l’été 1963 lors d’une conférence des cadres tenue dans la salle de cinéma l’Afrique à Alger, le FLN devenait, du moins en théorie, une institution toute puissante constitutive de l’État au « rôle prédominant dans l’élaboration et le contrôle de la politique de la Nation ». Le décret gouvernemental du 13 août 1963 institue le parti unique et interdit la création de partis politiques. La Constitution de 1963 entérine ce fait en proclamant «  le FLN est le Parti unique d’avant-garde en Algérie ». Alors qu’il fait les premiers pas de son apprentissage de l’autonomie, le mouvement associatif est invité à « intégrer » le cadre des « organisations de masse » du FLN. Le pluralisme est banni et les libertés démocratiques et syndicales ne sont pas reconnues. Seul parti politique légal alors, le Parti communiste algérien(PCA) est interdit. Si l’option de la voie socialiste est proclamée dans le discours officiel, il n’est pas question, en revanche, d’épouser le soubassement philosophique marxiste du socialisme. « Nous ne sommes pas marxistes », rappellent volontiers les dirigeants du pays. Les divergences qui éclatent entre les groupes en concurrence pour l’exercice du pouvoir d’État sont tranchées par la force des armes. En désaccord public avec le cours hégémoniste imposé par le nouveau dirigeant du pays  *Ben Bella* et son ministre de la défense *Houari Boumediene,* des leaders de la première heure de la guerre de libération nationale sont contraints au silence, jetés en prison ou poussés à l’exil. Certains d’entre eux, seront plus tard, assassinés. Le premier président de la république de l’Algérie indépendante sera lui-même, le 19 Juin 1965, renversé par un coup d’État militaire qui porte son ministre de la Défense, le colonel Houari Boumediene, au pouvoir. Les points de vue partisans proscrits, la sphère politique est réduite à la prise de décision et à l’appareil de mise en œuvre de la décision arrêtée. La politique a pour finalité unique l’adhésion et l’unanimité autour du pouvoir. S’installe alors une culture politique ayant la double fonction d’expliquer et de légitimer le système. La politique, lieu de contestation pacifique, lieu de confrontation démocratique est expulsée du champ social, parce que source de « fitna » (discorde entre croyants) pour l’islam autant que facteur de division stérile pour le nationalisme. La télévision, quant à elle, seul média de masse dans un pays dominé encore par l’analphabétisme, exclue de son écran tout débat contradictoire et bannit tout effort de s’affranchir de la simple reproduction utilitaire des codes moraux, paternalistes et religieux

Tout comme la Dawla de la Oumma islamique, l’État-nation du nationalisme algérien ne reconnaît pas l’expression ni la représentation des intérêts particuliers, catégoriels ou de classe. Élites et structures de médiation n’ont pas plus droit de cité que les partis. Les syndicats sont l’alter-égo d’un projet politique national. Les syndicats de (et dans) l’Algérie indépendante doivent placer au premier rang de leurs préoccupations les tâches d’édification nationale Le fondateur de l’UGTA, Aissat Idir est tombé au champ d’honneur pour l’indépendance de son pays et non pour la cause du pain, rappelle-t-on fermement et en toute circonstance. Les élites techniciennes et gestionnaires émergentes, favorisées par le régime, qui s’investissent dans les chantiers de l’industrialisation du pays et qui jouissent d’une relative liberté d’action, demeurent strictement tenues à distance des questions politiques réservées à «  l’amont »  et des questions sociales réservées à « l’aval  ». Quand on est « cadre de la nation  », on ne fait pas de politique, c’est l’obligation de réserve à laquelle s’astreint l’ensemble de cette catégorie, non sans quelque zèle, le plus souvent. L’impératif de construction étatique et de sa cohésion prime sur le reste. Au total, un système politique monopartite qui ne tolère ni contrepouvoirs ni expression autonome, où les consensus sont construits, en règle générale, d’autorité, qui sous-estime les contradictions spécifiques au mode de construction nationale autonome emprunté (poids grandissant du marché capitaliste international, émergence de couches moyennes instruites et éduquées, dynamique retardataire des rapports sociaux idéologiques : rapports de sexe, famille, école, langue, religion), et dont le cadre institutionnel tarde à faire place à l’expression des nouvelles configuration d’intérêts sociaux nées du développement intense de la base économique et du progrès matériel. Ce raccourci politico-institutionnel pensé comme le moyen de rattraper le retard historique a fait l’économie de la réflexion collective et du débat démocratique autour de la question des différentes variantes susceptibles d’être mises en œuvre pour la politique de développement et des conditions de succès de celle-ci. Le modèle qui va s’imposer, autoritairement, à coups d’ordonnances semble alors correspondre aux exigences suprêmes du rattrapage d’un immense retard historique. En d’autres termes ce qui urge, ce n’est ni l’État politique ni l’État de droit. Hier, c’était la lutte pour l’indépendance qui commandait tout le reste, aujourd’hui c’est la lutte contre le sous développement qui doit constituer l’alpha et l’oméga de la politique. Même le courant qui se réclame du marxisme, considère la politique comme d’abord et avant tout «  lieu de transformation du social » Et c’est « la priorité de l’heure » et non les formes politiques de représentation des intérêts sociaux dans une société, dont la structure sociale est si faiblement stratifiée. Les travailleurs sont peu nombreux, les intellectuels marginaux, les lignes de fissure dans la société, à ce stade, ont plus à voir avec l’appartenance ethnico-religieuse que de classe. Les problématiques de choix et d’alternatives tout comme celle de pluralité des pouvoirs apparaissent tout simplement étrangères à ce contexte. Les dirigeants du nouvel État se montrent, surtout et avant tout, soucieux de prolonger le caractère d’unanimité de la guerre de libération nationale au service du nouvel impératif national : la construction des institutions et le développement économique. Un seul crédo : l’édification de l’État-complexe institutionnel « appelé à survivre aux hommes », selon la formule du colonel Boumediene, son concepteur et la bataille de l’édification nationale

**Le primat de la construction des institutions et de la bataille du développement**

Les revenus pétroliers disponibles offrent au « jeune État national » la possibilité d’éviter d’emprunter la « séquence » exploitation-extorsion de plus- value-profit-accumulation. Nulle trace, en effet, de cette  « empreinte sociale » qui a caractérisé le développement du capitalisme marchand et l’avènement de l’ère industrielle en Europe. Le paupérisme en tant que condition d’existence de la richesse capitaliste, la discipline des manufactures et la mobilisation d’une main d’œuvre rendu sans défense par son déracinement, en bref le mécanisme coercitif de la valorisation concurrentielle des capitaux.

Ici, « la poussée initiale » pour atteindre la masse critique de l’accumulation va s’appuyer sur les revenus pétroliers suffisants pour permettre de contourner le conditionnement sociopolitique et les contraintes économiques inhérents à la logique de valorisation du capital. Le profit à proprement parler n’est pas la source d’accumulation. Le véritable enjeu est celui de l’appropriation maximale de la rente pétrolière dans le partage obligé avec le capital multinational.

Les revenus pétroliers croissants permettent de battre en brèche les rationalités bâties sur le principe de « l’allocation des ressources rares à des fins concurrentes » ou sur les notions de variantes ou de pluralité des solutions possibles. La contrainte de rentabilité est mise entre parenthèse au profit d’une « logique du développement accéléré », norme politique primordiale qui tolère l’inefficacité économique.

L’État va alors disposer de ressources abondantes qui vont lui donner les moyens matériels d’étendre et de renforcer considérablement son pouvoir social.

L’État devient le seul canal de promotion sociale et l’économie étatique s’impose comme « la matrice unique de socialisation ». Le travail, le logement, la santé, l’éducation sont des droits codifiés dans les textes fondamentaux du pays (constitution, charte nationale).

L’État est pourvoyeur d’emploi, de logements, d’énergie, d’instruction et de formation, de soins et de protection sociale.

Il peut redistribuer « les fruits de la croissance » sans être ni captif ni serviteur d’une couche sociale quelconque.

Au contraire ce sont les couches moyennes massivement surgies de l’intense développement du salariat étatique qui sont tributaires du pouvoir politique. C’est par lui que passe l’accès aux ressources matérielles et symboliques. En juin 1976, couronnant un large débat populaire à l’échelle de tout le territoire national, un referendum adopte la Charte nationale qui consacre cette orientation politico-économique, l’option socialiste. En Novembre 1976, une nouvelle Constitution est adoptée par referendum qui codifie cette option. En décembre 1976, se déroulent les premières élections présidentielles de l’Algérie indépendante. En février 1977, se tiennent les premières élections législatives depuis le coup d’État du 19 Juin 1965.L’Assemblée nationale est mise en place. En1979, la Gestion socialiste des entreprises (GSE) concernait 57 entreprises comprenant 841 unités et 310 000 travailleurs.

C’est une période d’extraordinaire mobilité sociale, d’accélération de l’histoire qui a fait basculer des millions d’Algériens dans l’univers des attributs matériels de la vie moderne, jusqu’alors classe gardée de la population européenne. Ils ont connu deux décennies durant, une ère de progrès, avec le développement de l’emploi et de la salarisation, l’instruction généralisée, l’accès, certes inégal, au confort domestique, le logement, les bienfaits de l’électricité et du gaz, l’eau courante. Le jour de l’enterrement de Boumediene, c’est un peuple qui a commencé à goûter aux fruits du progrès qui manifeste en masse son adhésion à cette ligne. Cet état national est le sien. Mais, cet État national en construction n'a pas laissé de place à l'expression des luttes pour les libertés démocratiques et syndicales et a proscrit les luttes pour les libertés politiques. De ce point de vue, rien n’identifie plus nettement la tradition politique du nationalisme algérien que son appréhension principielle vis à vis de la démocratie. Elle n’entre dans son vocabulaire qu’affublée de qualificatifs: de mépris, les démocrates entre guillemets, dévalorisant,  « la démocratie débridée », réducteurs, « la démocratie responsable » ou qui la vide de tout contenu, « la démocratie dans le respect de nos valeurs ». Le crédo officiel régnant est alors, les institutions et les élections démocratiques après que le développement économique ait transformé la société.

Dès lors, la question que la disparition brutale de Houari Boumediene va poser, est : le système politique instauré au lendemain de l’indépendance et surtout après le coup d’État du 19 juin peut-il encore servir de cadre pour la concrétisation du développement national dans le progrès et la justice sociale sans des avancées démocratiques radicales dont il faut promouvoir les formes, les structures et les superstructures appropriées à cette étape?

**Le crépuscule de l’État émancipateur et nourricier**

La disparition prématurée, en décembre 1978, de Houari Boumediene, qui était aux commandes, sans partage, du pays depuis plus de treize ans, entraîne des changements majeurs tant au sommet du pouvoir d’État qu’au niveau du personnel clé de l’économie et des entreprises. L’orientation vers laquelle opinaient, de longue date, certaines fractions du pouvoir impatientes de se débarrasser de l’option socialiste héritée du leader défunt allait pouvoir se mettre en œuvre et permettre de poser les premiers jalons pour ouvrir la route à l’émergence et à l’extension des forces sociales acquises au libéralisme. Car, derrière l’apparent unanimisme doctrinal affiché autour des orientations fondamentales du pays, incarnées par la Charte Nationale approuvée en 1976 et exprimées dans le discours officiel, la stratégie de développement national du président Boumediene faisait l’objet, de son vivant déjà, de contestations sourdes au niveau de différents appareils d’État, en particulier ceux opposés au Ministère de l’Industrie et de l’Énergie, en l’occurrence le Ministère du Plan et celui des Finances[[7]](#footnote-7). L’avènement de Chadli Bendjedid aux commandes du pouvoir en 1979, inaugure un processus de mutation progressive de la nature sociale de l’Etat. Chadli engage un vaste programme de restructuration- démembrement du secteur des entreprises publiques visant à créer l’espace à l’introduction des «  lois de l’économie de marché », remet en cause les priorités de l’industrialisation ainsi que la révolution agraire, les terres sont cédées d'abord à leurs occupants et, ensuite, à leurs anciens propriétaires. Le caractère antidémocratique du régime de Chadli Bendjedid se manifeste d’emblée à travers l’adoption en 1980 de l’article 120 qui exclut des responsabilités au sein des organisations de masse tous ceux qui ne sont pas militants structurés au sein du parti FLN, visant concrètement les éléments progressistes et en particulier communistes, attachés à l’option socialiste. En avril 1980, la nouvelle équipe dirigeante réprime le mouvement revendicatif culturel berbère. En 1984, elle fera adopter par le Parlement un Code de la famille rétrograde malgré l’opposition des associations féminines et progressistes

En 1986, l'Assemblée adopte une nouvelle charte nationale qui consacre le tournant politique libéral. A partir de la fin des années 80, en Algérie comme ailleurs, il n’était plus possible d’énoncer une autre vérité que celle des « bienfaits » des réformes pour la libéralisation : bienfait de la concurrence des produits importés (stimulant des entreprises locales), bienfait des investissements étrangers (support du transfert de technologie, modèle d’organisation à imiter, occasion d’engager des partenariats dynamiques), bienfait des privatisations (libérant les initiatives et rationalisant la gestion des entreprises publiques, mastodontes paresseux et rentiers), L’État entrepreneur général du développement national-fondement de la légitimité fonctionnelle a déjà amorcé sa mue patrimonialiste. Les positions de monopole sur les centres de décision et les sphères de la décision politique se muent en sources de » rentes régaliennes » qui vont désormais commander hiérarchies de revenus et hiérarchies sociales. L’exécutif, le législatif, la diplomatie, les entreprises, l’armée, les services de sécurité au sens le plus large deviennent des canaux de promotion sociale accélérée. L’argent du pétrole dont les prix avaient atteint, au début 1980, des pics inespérés, a été utilisé, d’un côté, pour financer le fameux PAP, un plan anti-pénuries destiné à la population mais qui s’est avéré inefficace, et, de l’autre, à donner des avantages à des catégories privilégiées. Le programme anti-pénurie (PAP) a participé de cette stratégie visant à convaincre des avantages de la libéralisation sans en dévoiler les coûts. Bien d’autres exemples pourraient être ajoutés ici pour illustrer cette entreprise de conversion idéologique.

Le pétrole tombé au plus bas, subitement, en même temps que le dollar, sa monnaie de paiement, ce fut le retour de l’austérité en rupture brutale avec le slogan de « vie meilleure » lancé pour justifier l’introduction du libéralisme dans la nouvelle démarche économique adoptée par le président Chadli Bendjedid. Ce « tour de vis » a constitué le principal ingrédient du soulèvement du 5 octobre 1988 où éclatent de violentes manifestations de rues qui dureront plusieurs jours et toucheront quasiment tout le pays. Les observateurs y verront l’expression du désespoir de la masse des jeunes, confrontés au chômage et à un pouvoir d’achat rogné, et révoltés par la hogra, le népotisme et le piston. Deux Algériens sur trois ont alors moins de 25 ans

D’année en année, les cohortes de chômeurs s’allongent, deux jeunes sur trois en font partie. Les couches moyennes « étatiques » voient leur pouvoir d’achat s’affaisser et leur statut de « catégorie à ascension protégée », remis en cause. La consommation est tirée vers le bas par les coupes drastiques opérées. L’État montre de plus en plus de signes d’essoufflement. Confronté au tarissement de la devise pétrolière et à l’étau de l’endettement, il devient incapable d’assumer ses promesses d’emploi, de logement, d’instruction, de santé publique.

**La crise du modèle constitutif de la FEN**

A mesure que le travail de crise de l’économie déclenché par la chute brutale des revenus pétroliers de 1986 accumule les facteurs de délégitimation, le pouvoir va tendre de plus en plus à recourir à la politique « en religieux ». En mal de légitimité sur « le pôle historique et fonctionnel », il veut combler le déficit par un transfert sur « le pole identitaire. » Il augmente, ce faisant, sa « dette » vis à vis du référent religieux jusqu’à lui céder totalement le primat, à la faveur de l’explosion de la crise.

L’Algérie entre dans la décennie 1990 avec une nouvelle constitution, votée en février 1989 qui consacre l’abandon de la référence à la Charte nationale ainsi qu’au socialisme et la disparition des articles 94 et 95 de la constitution de 1976 disposant que « le système institutionnel algérien repose sur le principe du parti unique » et que « le FLN est le parti unique du pays ». Le multipartisme fait son entrée sur la scène politique. 30 puis 60 partis émergent, les associations (féminines, culturelles) sortent de la clandestinité et une presse d'une grande liberté de ton fait son apparition. Par la loi du 3 avril 1990, le gouvernement

 « Réformateur » de Mouloud Hamrouche met fin à près de trente ans de monopole de l’État sur les médias écrits et audiovisuels. On dénombre alors pas moins de 169 périodiques, dont la moitié sont écrits en français. Mais cette ouverture politique se caractérise surtout par un phénomène de « déversement de la religion dans la politique », selon l’expression de Jacques Berque. Le FIS (Front islamique du salut) en sera le principal bénéficiaire aussi bien que le plus puissant protagoniste. En juin 1990, le FIS remporte, les premières élections pluralistes de l’Algérie indépendante. Il rafle 856 des 1541 APC (assemblées populaires communales) soit 55,5 % du total contre 31,6 % pour lez FLN soit 486 sièges. Fraîchement sorti de la clandestinité, le PAGS (Parti de l’avant-garde Socialiste, communiste) s’inscrit dans le jeu politique électoral, en présentant 56 listes pour les 1541 APC et 33 listes pour les 277 APW (assemblées populaires de wilaya). Seules 25 000 voix se portent sur les listes de ce parti.

Le quadrillage islamiste des quartiers se met en place : « baladiya islamiya [[8]](#footnote-8)», « souk islamiya [[9]](#footnote-9)», les conservatoires sont fermés, les Maisons de jeunes squattées, les mosquées se transforment en permanences politiques du FIS. Les prêches du vendredi deviennent l’instrument de l’agit-prop islamiste. Mariages, circoncisions, festivités ou deuils tout est prétexte au déploiement des « akhinas » (les frères). La culture du « layadjouze » (interdit) sévit systématiquement. Galas artistiques, soirées théâtrales, manifestations culturelles sont perturbées et empêchées. Aux marches des démocrates répondent les démonstrations de force massives et puissamment encadrées des islamistes. Les actes de violence islamiste se multiplient. La démocratie est « kofr » (apostasie), déclare un de leurs dirigeants

Le mouvement islamiste opère sur une base sociale large, floue et mouvante que rallie la seule photographie des rapports sociaux du type « eux », les gens du pouvoir et «nous », la masse indifférenciée qui n’en fait pas partie, clivage passe partout qui absorbe tous les autres. S’y retrouve un conglomérat de groupes sociaux : les couches mercantiles, les élites arabophones, les petits commerçants et artisans, les petits propriétaires terriens expropriés, les trabendistes et affairistes, la masse des femmes au foyer attachées aux traditions,….

L’année 1991 se termine par des élections législatives dont les résultats du premier tour font ressortir l’éventualité que la prochaine APN (Assemblée populaire nationale-le Parlement) soit dominée par les députés du FIS. A l’issue du premier tour des élections législatives, tenues le 27 décembre 1991, le FIS s’adjuge 47,27% des voix (avec 188 sièges et 3.260.222 voix recueillies sur 7.822.625 votants et 6.897.719 suffrages exprimés), devançant largement le FFS qui obtient 7,40% des voix (25 sièges et 510.661 voix) et le FLN avec 16 sièges et 1.612.947 voix, soit 23,38%. Avant le deuxième tour, le président Chadli Bendjedid démissionne, le 12 janvier 1992, et les élections sont annulées. Un Haut comité d’état (HCE)[[10]](#footnote-10) est formé, il est dépositaire de la charge du président de la république. Mohamed Boudiaf, rappelé d’exil, est à la tête de cette instance de suppléance. Le gouvernement Ghozali poursuit sa mission dans le cadre de l’état d’urgence. La priorité des autorités est à « la sécurité et la quiétude du citoyen »[[11]](#footnote-11).

L’Algérie va alors traverser une longue décennie 90 de bouleversements violents et dramatiques sans précédent depuis l’indépendance. L’État national est ébranlé dans ses fondements, maints indices en attestent :

\* L’impressionnant « turn over » des chefs d’Etat et des chefs de gouvernement. En l’espace de dix ans, cinq pour les premiers dont un, Mohamed Boudiaf, assassiné en direct à la télévision et dix pour les seconds.

\* La décomposition du système du parti unique dans un multipartisme à base religieuse, régionale, clanique, linguistique..., sans pluralisme politique ni idéologique réel.

\* L’effondrement de l’économie administrée symbolisé par le recours au rééchelonnement-tabou et au programme d’ajustement structurel du FMI et signé par l’explosion d’un libéralisme de bazar.

\* La fracture en tous sens du lien sociale sous les coups de la violence terroriste, « libérée » des « autocontrôles », qui a atteint des sommets de barbarie inégales: bébés brûlés vifs, femmes enceintes éventrées, vieillards décapités, femmes et hommes de progrès et de lumière égorgés, soldats de la république et simples travailleurs abattus...

L’ajustement macro-économique a impulsé l’essor de l’économie de négoce et la montée des couches moyennes affairistes, figure émergente des mutations sociales, économiques et politiques en cours et dont la rapide ascension tranche avec le déclin avéré des classes moyennes étatiques écartelées entre les contraintes de la paupérisation, celles de l’exil ou du recyclage dans le système. En quête de caution politique extérieure et d’arguments d’autorité pour justifier, à l’interne, une accélération des libéralisations, le pouvoir consent volontiers à l’effacement des enjeux de développement au profit d’une problématique d’insertion internationale de l’économie algérienne inscrite dans un processus de normalisation externe( PAS, rééchelonnement ZLE, ZLA, OMC)

Les Réformes politiques inaugurées par la Constitution de 1989 demeurent limitées à la problématique de l’élargissement des sphères dirigeantes, du partage du pouvoir et de l’institutionnalisation du système représentatif (élections, Parlement, Sénat…).

Cette tentative de sortie de crise « par le Haut » qui emprunte la façade des normes de fonctionnement des démocraties occidentales, n’entame pas pour autant le contenu clanique-clientéliste du système ni le rôle omnipotent de « l’overclass » qui pilote dans l’ombre, fixe les règles d’entrée dans la politique, celles de l’accession au pouvoir comme celle de son exercice. Cette tentative n’a pas réduit le fossé État-société. Elle fait fi de l’impératif de rechercher des règles de participation citoyenne aux pouvoirs à tous les niveaux, dans tous les domaines et sphères de l’activité sociale. En d’autres termes, elle passe à coté des véritables enjeux de la démocratisation du pays. La concentration des pouvoirs de décision politique et économique au sein de sphères réduites et d’un cercle très restreint de personnes est telle qu’elle disqualifie totalement l’édifice laborieusement échafaudé pour donner une apparence représentative aux institutions du pouvoir. En affaiblissant ses fonctions de garant de l’équité et de réducteur des inégalités et des injustices, en réduisant ses marges de manœuvre en tant que moteur et acteur majeur incontournable de la sortie du sous-développement, trois décennies de restructurations libérales ont fait perdre à l’État national sa légitimité dans toutes ses fonctions tant régaliennes qu’économiques[[12]](#footnote-12). Aujourd’hui, il est menacé dans son existence indépendante et souveraine en tant que conquête historique de la longue lutte de libération nationale du peuple algérien.

**La problématique actuelle : un constat de crise du régime apparemment convergent**

A première vue, on peut relever une certaine convergence sur le constat de fossé profond qui sépare gouvernants et gouvernés, dont l’évidence est attestée par de très nombreux indices, parmi les plus caractéristiques desquels on peut retenir :

-La généralisation des mouvements de protestation qui tournent systématiquement à l’émeute ou, plus précisément, le climat d’émeutes sociales à l’état endémique

- La faillite des instruments de régulation politique et sociale illustrée par l’autoritarisme et l’arbitraire érigés en méthode de gouvernement et le recours de plus en plus fréquent aux structures traditionnelles et tribales de médiation dans le règlement de conflits locaux de caractère clanique qui prennent une ampleur grandissante

- Les taux élevés d’abstention qui témoignent de l’absence totale de crédit accordé au système représentatif en place et qui reflètent la conviction ancrée dans la conscience de presque toutes les franges de la population que les élections sont préfabriquées et truquées et que leurs voix ne serviront à rien.

- L’intime conviction de ne pas compter, de ne pas être entendus, de ne pas avoir prise sur les décisions, que partagent tous les secteurs de la société et qui s’exprime dans le désintérêt pour la chose politique et la désaffection pour les affaires publiques en général

-Le sentiment de clôture de la perspective sociale qui habite toutes les catégories de la jeunesse et qui s’exprime dans le phénomène grandissant de la harga[[13]](#footnote-13) et de l’exil de manière plus générale.

-L’image de principe foncièrement négative que se font les couches de jeunes, qui forment près de 70% de la population, d’un système qu’ils ne perçoivent plus qu'à travers les barrages, les contrôles, les passes droits, la combine, l'injustice.

-Le discrédit général qui frappe tous les appareils de pouvoir assimilés à des sources d’enrichissement personnel et familial, de corruption et de trafics en tous genres.

En somme, un tableau de crise indéniable qui se traduit par l’opinion générale que le système est devenu un obstacle pour la réalisation des aspirations de presque toutes les strates de la société et même, paradoxalement, un frein, dans sa configuration politique actuelle, pour les ambitions de pouvoir hégémonistes des catégories qui en tirent leurs privilèges exorbitants. Une situation qui appelle, en conséquence, un changement politique et institutionnel radical. Cependant, si on entrevoit la nécessité d’un changement, on ne parvient pas encore à en déterminer le but et les moyens de l’atteindre. La question, n'est pas, en effet, faut-il ou non changer ce système, tout le monde semble en convenir à présent. Mais la convergence apparente sur le constat des symptômes d’une crise profonde du régime et sur le besoin d’un changement conséquent ne doit pas faire illusion sur un consensus quant aux causes de cette crise et à la finalité du changement. Ces questions demeurent, on doit le noter, soigneusement évacuées du champ de la réflexion. Or, on ne peut aborder la question clé des conditions d’une sortie véritable de la crise du système, c'est-à-dire qui va au-delà de la façade institutionnelle, sans mettre au centre des préoccupations l’analyse des causes profondes, des racines socioéconomiques de cette crise.

**Les racines socioéconomiques et politiques de la crise actuelle du régime**

Pour comprendre la problématique actuelle, il semble nécessaire de partir des processus de différenciations sociales qui opèrent crescendo depuis le début des années 1980 avec la montée d’un groupe d’acteurs du capitalisme :les patrons du secteur privé, les entrepreneurs de l’ économie parallèle, les groupes d’entrepreneurs issus de la conversion des élites économiques du secteur d’Etat et des élites politiques/nomenklatura enrichie grâce à la transformation des rapports de propriété dans l’agriculture, aux privatisations des entreprises, aux cessions, ventes de biens publics, à la libéralisation du marché foncier et immobilier, les élites mondialisées, l’embourgeoisement de la bureaucratie politico-administrative et des élites militaires..

L’overclass qui a pris, à partir des années 1990, le relai des Réformateurs et qui va dicter, de manière discrétionnaire et exclusive désormais, les conditions d’entrée dans la politique et celles de son exercice, pilote dans l’ombre ces processus de restructurations libérales dont elle est, elle aussi, partie prenante. Elle n’est pas un acteur politique au dessus de la mêlée, incolore socialement et inodore idéologiquement. Elle organise et supervise les processus de domination des rapports sociaux par l’argent, d’abord à son profit, en veillant à ce que cela ne provoque pas d’implosion, par le quadrillage et le verrouillage du champ politique, l’étouffement/répression des mouvements sociaux et le musèlement de l’expression démocratique. En mettant au service des forces de l’argent non seulement les moyens de coercition mais une opération intime qui agit au cœur de l’économie et transforme la réalité économique par des mutations. Grands gagnants de l’accaparement des rentes régaliennes, nomenklatura reconvertie aux affaires dans l’importation, patrons du secteur privé, petits entrepreneurs de l’économie souterraine grise ou noire et élites mondialisées forment ce tableau composite d’acteurs du capitalisme en attente du scénario politique à la mesure de leurs appétits et de leurs ambitions de pouvoir. Car, ces trente années de réformes libérales qui leur ont assurément donné des ailes ne leur permettent pas encore de voler trop haut, c'est-à-dire de monopoliser le pouvoir d’État

La mutation progressive de la nature sociale de l’Etat amorcée avec la venue de Chadli à sa tête semble donc rentrer dans la phase décisive d’asseoir l’hégémonie libérale sur l’économie et le pouvoir. A présent, le poids croissant dans les décisions économiques, sociales et politiques des cercles de riches sortis de l’ombre a atteint un seuil tel que ces forces veulent en finir avec cette contradiction entre l’existence économique et l’inexistence politique et sociologique.

La crise actuelle est l’expression de l’exacerbation des contradictions entre la phase avancée de recomposition de la base socioéconomique du régime et le retard qu’accuse le processus de murissement, bien évidemment décisif, de ses conditions politiques.

On ne peut ,en effet, comprendre le moment actuel de la crise du régime sans l’examiner en tant que résultante du processus de trois décennies de restructurations libérales et des bouleversements géopolitiques dans lesquels elles se sont inscrites, caractéristiques lourdes qui ont, non seulement imprimé la forme institutionnelle et politique du régime mais aussi et surtout modelé son contenu socio économique et affermi sa base sociale. En œuvrant intensivement à l’extension de la sphère du capital privé algérien et étranger et à l’ascension de forces sociales, certes encore composites, mais toutes mues par la logique d’intérêt uniformisante du capital, les politiques d’ouverture libérale engagées depuis le début des années 1980 ont engendré un processus de murissement des conditions socio-économiques d'une recomposition des bases sociales du régime en attente, à présent, du scénario de redéploiement politique correspondant. Quel sens prendra-t-il? Tout dépend, évidemment du rapport de force.

Un passage de gué contrôlé et coordonné pourrait garantir l’inscription des intérêts de toutes les couches possédantes dans l’ordre socio- politique et une redistribution du pouvoir qui assure leur libération de l’arbitraire de la subordination aux centres opaques de distribution de la rente et qui pourrait constituer la base d’une alliance politique majoritaire, incluant les nouvelles sources de pouvoir surgies des libéralisations, des privatisations et de l’économie grise et ou noire

D’autre part, le capital multinational américain et européen n’est pas un spectateur passif et non concerné de ces recompositions « internes ».Entre la tentation du passage en force et celle d’attendre patiemment de cueillir un fruit muri et préparé depuis de longues années, l’heure du choix est-elle venue ?

Après une longue période de stop and go fructueuse, qui lui a permis d’asseoir sa main mise sur le marché national, des profits pétroliers garantis mais aussi l’influence et le poids politiques et idéologiques grandissants qui en résultent, le temps est-t-il venu pour le capital multinational, pris dans une crise structurelle sans issue visible, de précipiter la relève afin d’imposer une domination sans entraves sur la région et sur les richesses du pays ?

Enfin, de quel poids va peser le mouvement populaire?

**L’état du mouvement populaire**

Les nouvelles conditions socio-économiques opèrent comme des facteurs de dispersion, de diversion clanique et/ou identitaire et de démobilisation sociale. La vaste majorité des travailleurs est aujourd’hui plus que jamais dispersée dans l’économie urbaine informelle et la question sociale englobe à la fois l’emploi, les salaires, le logement, l’éducation, la santé, les transports, le respect de la dignité. Autrement dit, c’est la question du développement dans son ensemble qui se trouve ainsi posée.

Les inégalités sociales se sont creusées. La population la plus aisée a une dépense 7,4 fois supérieure à celle de la population la plus défavorisée.50% de la population la moins aisée ne réalise que 28,7% de la dépense totale des ménages (source ONS)

*Ce* qui structure la réalité sociale, aujourd'hui, c'est la dynamique des inégalités croissantes qui séparent le haut et le bas des revenus, des inégalités de patrimoine, biens fonciers ou immobiliers, produits financiers, ressources en devises, des inégalités en termes de mobilité internationale et de statut citoyen y afférent, des inégalités de statut d’emploi, permanents, occasionnels, chômeurs. Livrés aux solutions d’attente sans lendemain, précaires et exclus sont, quant à eux, dans une logique de survie, pris entre le désir désespéré de révolte et de renverser de fond en comble la hiérarchie sociale et celui de la « harga »[[14]](#footnote-14).

Victime du démantèlement du secteur public, de la précarisation de l’emploi, du chômage et de la dégradation du pouvoir d’achat et des conditions de vie et du climat de répression des libertés démocratiques et syndicales, la masse des travailleurs peine à marquer le territoire de ses revendications sociales et politiques propres, prise en étau entre l’arbitraire du régime qui lui refuse toute autonomie organisationnelle d’action, les sirènes de l’équité islamiste qui dévoient le sens et la nature progressistes de son combat et le brouillage de pistes  politique systématique de la quasi-totalité des mouvements et partis politiques  qui tendent à le vider de son sens politique anti libéral et à le diluer dans l’abstraction d’un vague « combat citoyen » .

Chez les jeunes, cible privilégiée de l’offensive idéologique du libéralisme, on diffuse, à la manière d’un conte de fées, l’image séduisante d’un capitalisme idéalisé où « mon statut social dépend de mon mérite intrinsèque, de mes compétences réelles et de mon effort ». L’ordre marchand capitaliste prétendument fondé sur le contrat leur est présenté comme une libération par rapport à l’arbitraire et à l’opacité de la soumission à la relation de co-obligés de l’État propriétaire de la « rente pétrolière »

On encourage chez eux le culte de l’immédiateté des avantages, la faculté de « remettre en question » mais pour les empêcher de poser les vraies questions, celle ayant trait aux racines profondes de leur situation. Quel est le système social qui leur fauche l’horizon ? Quels sont les mécanismes politiques et socioéconomiques qui bloquent les transformations structurelles qui leur auraient ouvert de véritables perspectives ? Qui condamne leur pays au non développement, à l’impasse ? On flatte et on exacerbe leur désir de nouveauté radicale pour le canaliser au service des buts de pouvoir des forces de l’argent et de la chkara[[15]](#footnote-15). Il s’agit de faire l’unanimité des jeunes autour de l’adhésion au libéralisme économique et de ses valeurs : liberté d’entreprendre, confiance, climat des affaires, tidjara halal[[16]](#footnote-16), chriki[[17]](#footnote-17), chaabi versus houkouma[[18]](#footnote-18), etc. Chez les filles tout particulièrement, l'expérience scolaire, y compris celle des réseaux sociaux d'internet a ouvert les horizons et élevé les attentes en matière d'émancipation individuelle, renforçant le désir légitime d’autonomie personnelle et de réalisation de soi  en même temps que le divorce entre l'expérience individuelle   et l'ordre social  communautaro-dirigiste  conservateur dominant. « Le Je veut s’émanciper du Nous ». Mais, alors que leurs légitimes aspirations à l’émancipation et au progrès n’ont trouvé par le passé et ne trouveront à l’avenir de véritable réalisation que dans une politique de développement national authentique, on s’efforce de les dévoyer pour booster l’idéologie libérale et le rejet de l’Etat développementiste. Un battage médiatique systématique vise à propager dans toutes les tranches d’âge mais aussi dans toutes les catégories sociales le sentiment de l’urgence que ça ne peut plus continuer comme avant, cet avant n’étant pas le système du libéralisme destructeur qui nous a conduit à l’impasse actuelle, mais ce qui reste de potentiel de développement national autonome. Le modèle de référence en crise n’offre aucune issue véritable aux problèmes de la jeunesse mais son hégémonie idéologique est prégnante et sa contestation et sa remise en cause ne se systématisent pas, ne se généralisent pas, ne s’amplifient pas. Dépolitisé et fragmenté, le mouvement populaire peut-t-il envisager des luttes " contre le  système", pour la démocratie,  sans remettre en cause la politique  qui a produit les trois décennies de dévastations économiques et sociales dont il a été la première victime alors même qu’il constitue toujours la cible programmée du round à venir des restructurations libérales ? Étrange  chemin de la démocratie, en effet, qui  passe par la liquidation de centaines  d'entreprises publiques, le licenciement de centaines de milliers de travailleurs, l'abandon de l'approvisionnement du marché national en biens de consommation aux lobbies de la rapine et de la prédation avec le soutien bienveillant et intéressé de nos "partenaires" occidentaux, la précarisation de larges couches de la population et surtout d'une majorité de la jeunesse, avec une population d’occupés formée aux trois-quarts d’occasionnels, des cohortes de diplômé(e)s du supérieur sans débouchés dignes de ce nom, le musèlement de l'expression des courants patriotiques et de progrès et l'étouffement des revendications des travailleurs

**Un changement de régime, comment et dans quel but ?**

Un changement est nécessaire, oui mais comment et dans quels buts? Sur ce chapitre, on doit observer que la scène est dominée quasi exclusivement par les réflexions axées sur la refonte des formes institutionnelles et des structures du pouvoir. Avec en ligne de mire, l’émancipation de « l’autoritarisme rentier »[[19]](#footnote-19).Ainsi, pour le courant mainstream, l’objectif qui doit exprimer le sens du changement de système est le régime du droit et de l’État de droit, avec des pouvoirs séparés et équilibrés et le respect des libertés individuelles et collectives[[20]](#footnote-20). Poser, cependant, le problème du changement du régime politique dans cette optique restreinte, déconnectée de la question fondamentale du système social, laisse dans l’ombre, sinon évacue de son champ de préoccupation, le problème du soubassement socio-économique de la perspective proposée. Faire émerger un système juridique de quel paysage économique et social ? La question de la reconfiguration des structures institutionnelles et politiques du pouvoir ne saurait être envisagée en soi et pour soi, en laissant en suspens les interrogations relatives à ses déterminants structurels, à ses forces motrices, à son contenu socioéconomique, bref à ses enjeux essentiels.

 En d’autres termes, un changement institutionnel et politique à quelles fins ?

-- pour passer une vitesse supérieure dans la libéralisation économique et l’insertion dans la mondialisation libérale et financière, porteuses d’exclusion sociale, d’aggravation des inégalités sociales et territoriales, d’approfondissement de la dépendance et donc grosses de risques de dislocation du tissu social et d’effondrement de l’État national,

--pour instaurer la démocratie dans son volet libéral, droits de la propriété privée, des contrats, de la libre concurrence, et l’État de Droit qui garantit la propriété privée, en définitive une démocratie qui s’accommode de l’absence de droits économiques et sociaux comme du statut d’économie dépendante, de périphérie capitaliste subordonnée et dont le multipartisme relève de la nécessité fonctionnelle car il importe de fournir un exutoire aux tensions et frustrations engendrées inévitablement par la libéralisation économique, en un mot, une libéralisation politique offerte comme exutoire pour les victimes des nouvelles règles du jeu.

-- ou en tant que levier de la démocratisation des rapports sociaux, de l’élargissement et de l’affermissement des pouvoirs de négociation des organisations syndicales et ceux de participation des organisations de jeunes, de femmes, etc où le processus de démocratie accompagne le développement économique et social et l’économie est un moyen au service d’une fin qui consiste à développer le pays et à construire une vie heureuse et digne pour son peuple. Soit finalement un changement au service du renforcement des bases populaires d’un projet de développement national souverain qui apporte progrès, bien-être et justice ?

Une problématique des formes institutionnelles et politiques du régime dissociée de l’analyse de sa nature sociale et de ses contradictions, ne peut que faire l’impasse sur ces enjeux. La crise actuelle nous confronte à un spectre large de questions à travers lequel se déploie la toile complexe des contradictions nées de la décomposition du projet de développement national sur fond d’héritage historique pauvre en expérience démocratique pluraliste réelle. L’Algérie, en effet, n’a jamais été une terre d'élections loyales et régulières. Ni de partis en compétition politique ouverte véritable, sauf pendant la période coloniale et lors des scrutins contestés de 1990 et de 1991. Tout comme la démocratie n’a jamais été une norme politique en Algérie

Le grand défi aujourd’hui est de construire une alternative qui vise à instaurer la démocratie, indissolublement, en tant que norme intangible de fonctionnement des institutions comme de la vie politique- et d’une manière générale sociale- et instrument des transformations progressistes dont le pays a un grand et urgent besoin.

1. Cf entretien avec le politologue Addi Lahouari in le quotidien électronique *TSA* (*Tout sur l’Algérie*) du 5/5/12. [↑](#footnote-ref-1)
2. Mouloud Hamrouche, « Pourquoi les régimes politiques arabes ne sont-ils pas démocratiques ? », Communication au Forum des débats du quotidien *El Watan*, Alger le 13/12/07. [↑](#footnote-ref-2)
3. Ainsi un rapport du FEMISE concluait en septembre 2001 qu’ « il restait à l’Algérie, sur la voie de la libéralisation économique, 30 % du chemin nécessaire pour approcher la situation de l’Union européenne ». Rapport du Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques, séminaire des experts gouvernementaux sur la transition économique,

26-27 septembre 2001. [↑](#footnote-ref-3)
4. L'Ugema et la signification du « M » Il y a 50 ans les étudiants créaient leur association :[Reda Malek](http://www.djazairess.com/fr/author?name=Reda%20Malek)El Watan : 04 - 07 - 2005 [↑](#footnote-ref-4)
5. Tradition monarchique militaire des Rois Berbères [↑](#footnote-ref-5)
6. Nom donné à la charte adoptée à l’issue du Congrès tenu en Août 1956 dans la vallée de la Soummam en Petite Kabylie qui a, notamment, doté l’Armée de Libération Nationale(ALN) des structures de wilayas, consacré le FLN comme seul représentant du peuple algérien et posé le fondement de «la primauté du politique sur le militaire». [↑](#footnote-ref-6)
7. Une anecdote est particulièrement significative de cette adhésion de façade. On raconte que le ministre de l’agriculture et de la révolution agraire(MARA), Tayebi Larbi en charge de la réalisation de la Révolution agraire et dont l’hostilité à ce projet était de notoriété publique, aurait un jour confié qu’il finirait par faire de l’Algérie un pays importateur de …dattes ! [↑](#footnote-ref-7)
8. Communes islamiques [↑](#footnote-ref-8)
9. Marchés islamiques [↑](#footnote-ref-9)
10. Le Haut Comité de l’état (HCE) est une présidence collégiale de suppléance mise en place le 14 janvier 1992 par le Haut Conseil de Sécurité à la suite de la démission du président Chadli Bendjedid et de la vacance de l’APN. Le HCE, composé de cinq membres, sera dissout le 30 janvier 1994 pour laisser place à une présidence de l’état assumée par Liamine Zeroual qui sera élu, au suffrage universel, président de la république, le 18 novembre 1995. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ali Haroun, membre du HCE, à *El Moudjahid* (19 avril 1992). [↑](#footnote-ref-11)
12. 500 ministres, sur les 700 qui se sont succédé durant ces 50 années, depuis l’indépendance dans les gouvernements successifs de la République algérienne, ont choisi librement de vivre à l’étranger pour ne pas dire dans la majorité des cas chez l’ancienne puissance coloniale qu’est la France. Au total, on recenserait près d’un millier de très hauts cadres de l’Etat, des entreprises, des banques et de l’armée, PDG, Gouverneurs de banque, secrétaires généraux de ministères, officiers supérieurs qui se sont installés en Europe, en France tout particulièrement mais aussi aux États-Unis et au Canada. [↑](#footnote-ref-12)
13. Qui « brûlent » les frontières (en arabe).  Nom donné aux « illégaux » qui quittent le pays clandestinement (par voie de mer, généralement) pour entrer en Europe. Certains périront noyés en Méditerranée avant d’arriver à leur destination. (En 2006, les garde-côtes ont intercepté et ramené à terre 4500 Algériens qui essayaient de rallier l’Europe illégalement, révèle la journaliste Florence Beaugé (cf. Algérie pays riche, peuple pauvre. In Le Monde du 5 décembre 2007), qui signale que leur nombre a quintuplé entre 2005 et 2007, bondissant de 335 à 1568 (Harragas, un avenir à tout prix. In Le Monde du 17 mai 2008). [↑](#footnote-ref-13)
14. Qui « brûlent » les frontières (en arabe).  Nom donné aux « illégaux » qui quittent le pays clandestinement (par voie de mer, généralement) pour entrer en Europe. Certains périront noyés en Méditerranée avant d’arriver à leur destination. (En 2006, les garde-côtes ont intercepté et ramené à terre 4500 Algériens qui essayaient de rallier l’Europe illégalement, révèle la journaliste Florence Beaugé (cf. Algérie pays riche, peuple pauvre. In Le Monde du 5 décembre 2007), qui signale que leur nombre a quintuplé entre 2005 et 2007, bondissant de 335 à 1568 (Harragas, un avenir à tout prix. In Le Monde du 17 mai 2008).

Selon le rapport du FMI de 2009, chez les jeunes, le taux de chômage a atteint 25%. (Cf. El Watan économie du 9 au 15 Novembre 2009.) [↑](#footnote-ref-14)
15. Gros sacs en plastique dans lesquels les « entrepreneurs » de l’économie privée transportent l’argent de leurs transactions. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le commerce c’est licite ! [↑](#footnote-ref-16)
17. Mon associé ! [↑](#footnote-ref-17)
18. Populaire (pour dire privé) versus gouvernemental [↑](#footnote-ref-18)
19. C’est une idée très largement partagée chez les élites algériennes et omniprésente dans les médias, que les revenus pétroliers (et gaziers) «  abondants », la rente pétrolière, constituent un obstacle à l’instauration d’un régime démocratique parce qu’ils confèrent au pouvoir le privilège autocratique de gouverner sans être captif d’aucun groupe social ou courant politique ni tenu de rendre des comptes, en un mot sans contre pouvoirs. [↑](#footnote-ref-19)
20. « L’Algérie, écrit l’avocat libéralAli Yahia Abdennour, a besoin d’une courte transition pour agréger des forces différentes, sinon divergentes autour d’une démocratie juridique qui consacrerait le régime du droit et de l’État de droit, avec des pouvoirs séparés et équilibrés et le respect des libertés individuelles et collectives »(El Watan 12/11/13).C’est dans ces termes que Maitre Ali Yahia Abdenour, président de la Ligue Algérienne des Droits de l’Homme et figure en vue de l’opposition, formule la revendication de changement du système. [↑](#footnote-ref-20)